

Prix : **200 FRS**

Abonnement annuel : 5.000 FBU
Abonnement semestriel : 2.700 FBU
Abonnement trimestriel : 1.400 FBU

Organ PHENIA

L'Étoile

Hebdomadaire d'Information et d'Opinion, B.P. 5200, Tel: 23.3758

Compte n° 5685/10 BBCI

L'ÉTOILE N° 50 DU 6 AU 13 FÉVRIER 1995

COMBAT POUR UNE CAUSE MAUVAISE

De tous les citoyens ordinaires, qui peut dire avec certitude, quelle est l'origine de la crise actuelle ?

Un citoyen qui garde l'esprit critique a dit un jour que "KANYENKIKO NA MUKASI, NI ZA MPEZI ZIBIRI NTIBANTUNGANYA ATUNGUYE MURUGO RUMWE. ZIZOGWANA ZIRUSITURE ZICE ZIJA MUMIRIMA ZISIRIBANGE" (KANYENKIKO et MUKASI, c'est

comme deux taureaux que NTIBANTUNGANYA élève dans un même enclos. Ils vont se battre et détruire l'enclos. Alors, ils iront piétner les camps).

L'histoire nous dira qui a raison ! Pour le moment, attachons-nous à analyser quelques éléments de cette crise.

1. L'opinion au sein des militants de l'opposition.

En interrogeant le citoyen ordinaire qui est inconsciemment pour l'arrêt de travail, on constate une chose : les "causes" que l'on prétend défendre sont variables et peu d'interlocuteurs semblent être sûrs si leurs actions défendent réellement la "cause" avancée.

Les multiples "causes" sont les suivantes :

- Certains disent qu'ils lut-

Suite à la page 2

LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DES P.T.T. PROTESTE

Le premier secrétaire du syndicat des travailleurs des Postes et des Télécommunications, Monsieur Prime SAMUTOTO, vient d'adresser une lettre de protestation au Ministre des Trans-

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA SOJEDEM

Ce mercredi 02 février 1995, le Président de la SOJEDEM, Monsieur Déo NYONZIMA a publié un communiqué de presse sur la situation politique actuelle. Voici le communiqué :

Suite à la page 2

DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU PARENA

Ce jeudi 03 février 1995, le Bureau Exécutif du Parti pour le Redressement National PARENA a publié une Déclaration relative à la crise gouvernementale actuelle.

Cette Déclaration porte ses analyses sur la Convention de Gouvernement, l'incapacité du Gouvernement actuel à résoudre les grands problèmes du pays, les ingérences étrangères dans les affaires intérieures du Burundi et la "sensibilité sélective" de certains partenaires du Burundi qui font la part trop belle au parti SAHWANYA-FRODEBU.

La Déclaration ayant un intérêt particulier, nous vous la présentons intégralement.

Suite à la page 4

COMBAT POUR UNE CAUSE MAL DEFINIE

Suite de la page 3

sition devra mener ?

Il est probable, sinon certain, que le Frodebu n'acceptera jamais de bon gré de trouver une solution viable au problème des déplacés. Lui, il cherchera toujours à les "renoyer" au sein de la masse hostile des militants du Frodebu. Sur ce sujet, l'opposition n'aura aucune concession si elle ne force pas le Frodebu. Tel devrait être l'objet du combat futur, puisque des éléments de l'opposition, en particulier le PARENA, travaillent ardemment à la conscientisation sur ce problème.

Par ailleurs, il n'est pas impossible qu'il y ait des actions directes dans l'avenir pour réclamer une remise en cause globale du pouvoir Frodebu.

La lutte pour la poursuite des criminels semble plus hypothétique, mais, on risque d'assister à un développement des actions de vendetta.

DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU PARENA A PROPOS DE LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Dans la foulée de l'affaire MINANI, l'UPRONA a exigé la démission du Premier Ministre et vient de le radier de ses rangs. Il n'entre pas dans l'intention du PARENA de prendre parti dans le conflit interne à l'UPRONA.

Néanmoins, force nous est de constater que la Convention de Gouvernement est un tissu de contradictions qui favorise la survenue de crises à répétition.

Le PARENA tient à attirer l'attention sur les points suivants :

1° la Convention de Gouvernement a escamoté les principaux problèmes du pays, à savoir l'identification des concepteurs et des organisateurs du génocide d'Octobre 1993, le démantèlement des milices, les solutions adéquates à réserver à la question des déplacés et des réformes institutionnelles. Or, sans la réponse à ces interrogations, il est impossible de restaurer la confiance.

2° malgré les amendements de la Constitution, il subsiste un mélange des genres dans la mesure où la Convention met en avant l'idée de consensus qui s'oppose à la logique majoritaire consacrée par la Constitution. Si la Convention freine les élans du Parlement, la Constitution gêne le Gouvernement dit de consensus, pendant que le Président de la République joue avec les incohérences juridiques des différents textes.

Cependant, il y a un problème fondamental qui se posera dans quelques années, mais que la plupart des militants de l'opposition, et surtout leurs leaders, semblent oublier. Il s'agit de la "Redéfinition d'un nouveau Système Politique".

Lorsque le PARENA parle de redéfinir un nouveau Système Politique, personne ne semble en saisir toute l'importance. Lorsque Jean-Baptiste BAGAZA, au terme de ses discours, souligne qu'une Conférence Nationale Souveraine doit être organisée pour définir un Nouveau Système Politique, la foule s'assoupit et se dit que l'essentiel est terminée, puisque le Président aborde des sujets "académiques".

Et pourtant, ces militants jusqu'aujourd'hui "nourris" au slogan mobilisateur seront ébranlés d'ici quelques temps.

En effet, le maintien du Système Politique actuel, tel que

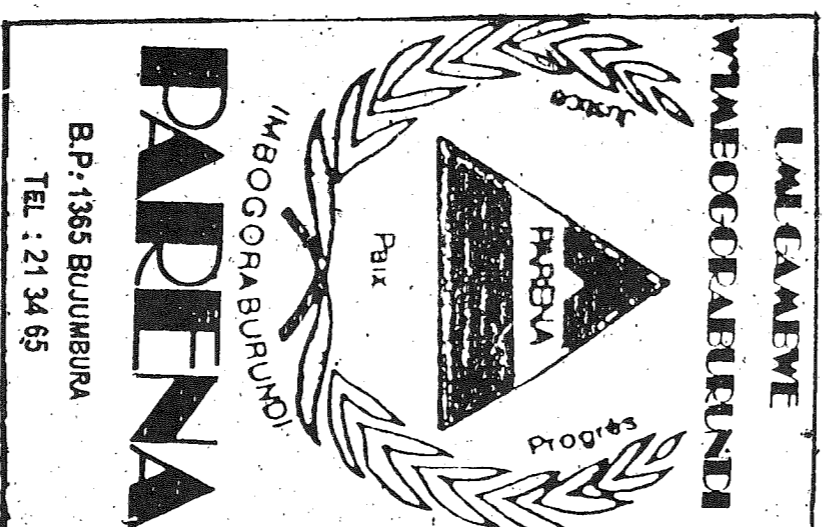
défini par la Constitution de 1992, signifie en partie que nous aurons des élections présidentielles et législatives comme nous en avons eu en juin 1993. D'ici 3 ans.

Pourquoi diable tous ces militants de l'opposition ne comprennent-ils pas que c'est maintenant, pas en 1998, qu'il faut militer pour l'imagination d'un Nouveau Système Politique, pour éviter une prochaine victoire du discours véhiculant la haine ethnique.

Pourquoi ne pas militer, dès maintenant, pour la création d'un Système Politique capable d'éviter la guerre "perpetuelle" entre les bahutu et les batutsi ?

A ces militants de répondre eux-mêmes !

Tels étaient succinctement, nos points de vue sur la crise actuelle et le comportement de la base de l'opposition face à cette crise.



Mu minsi iheze, Siviwiteri
NTIBANTUNGANYA yavuye i Bu-
jumbura aya i Gitega. Muri urwo
rugendo icari kimujanye cane cane,
ngo kwari ukugarukira ku mpunzi.
Ni ibintu vyiza kandi ngo yara-
bagemurirye n'utuntu two gusamba
amagara. Naho yavubitse ateba
vyaragize akamaro.

Suite à la page 5

Suite à la page 5

LA CHRONIQUE HEBDOMADAIRE DU PARENA

Suite de la page 5

nayo izi neza ko baca bayica. Aho ma kuhihendera.
Ahubwo, icyo NTIBANTU-NGANYA akwiye kugira, akwiye kugirisha rusansuma mu ma kampi, bakandika urutonde rw'abashaka gusubira mu matongo yabo, n'urutonde rw'abatashobora. Ata gahato karimwo.

Abo badashobora gusubira mu zabo, leta yoca itora uburyo bwo kwagurira amatongo ari hafi y'izo kambi, bakayabashikiriza, atakurenganya abanyagihugu baba hafi y'ayo ma kambi. Bidashobotse, leta ikabaronderera izindi nara ibajana kubafashiriza mwo.

Ni kuki NTIBANTUNGA-NYA inyishu nk'iyi ayiziririza umunwa ? Nuko afise impamvu !

Sahwanya-Frodebu ntishobora kutagwanya icyo nyishu, kuko izi neza ko impunzi zoba zirokotse.

2. Gurtyoza abo batavugaga rumwe.

Muri iyi minsi, NTIBANTU-NGANYA amenyereye gurtyoza kw'i radiyo na televiziyo abo batavugaga rumwe. Mbere, kenshi hari aho avugaga ibintu ata nahamwe bihuriye n'ukuri, ahandi naho agakoresha ibitutsi ata muntu yo kubahuka gusubiramwo. Iyo biramusha. Ntwobirandira ko. Bizomwerere.

Iyo vyari iverekeye impunzi ziri mu makambi. Hariho izindi mpunzi tudakunda kwibuka, izo nazo zikaba zigwirye mu bisagara, cane cane i Bujumbura.

Ubu umuntu atembereye mu ngo zo mu bisagara, hariho henshi usanga inzu yuzuye abantu bahunze, kandi bene urugo ata kuntu bari bifashye nakare. N'icyo ni ikibazo gihambaye co kwihwezwa kigatore-rwa umuti hamwe n'abari mu makambi, mu misozi no mu myonga. Erega, umuntu yiyumviriyeye neza, aba bakazi ba leta, aba

bikorerwa utwabo, baba abato canke abakuru, batagishobora kuja ku matongo yabo canke bataye inzu zabo mu bisagara, nabo nyene ni impunzi nyakuri. Ego abenshi muribo barifashije, mugabo nabo nyene bafise ikibazo gihambaye kitosigwa inyuma !

Ico car ikibazo c'impunzi.

Ntwe akamo IMBOGORA

BURUNDI za PARENA n'abo base

DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU PARENA

Suite de la page 5

Le PARENA s'étonne également de la **sensibilité sélective** de certains partenaires du Burundi, si prompts à condamner pour un oui ou pour un non certains acteurs politiques qualifiés d'extrémistes, pendant qu'ils pardonnent au FRODEBU les pires exactions et même les actes de génocide !

L'impasse institutionnelle que vit le Burundi prouve à qui en doutait encore la **pertinence de notre proposition d'organiser une Conférence Nationale Souveraine**, afin de mettre en place un système politique capable d'apporter des réponses adéquates aux épineux problèmes du Burundi actuel.

Le PARENA réaffirme sa détermination à oeuvrer, de concert avec tous les patriotes, pour le retour du Burundi à la paix, à la stabilité et à la souveraineté nationale.

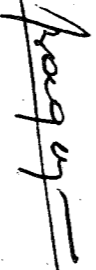
Vive le Burundi prospère et uni !

Fait à Bujumbura, le 03/02/1995

Pour le Bureau Exécutif du PARENA,

Le Président du PARENA

Jean-Baptiste BAGAZA.-



UPRONA : POLEMIQUE CONTINUE

En date du 31 janvier 1995,
le Premier Ministre
KANYENKIKO a écrit au
Président du parti UPRONA
Charles MUKASI.
Dans cette lettre, le Premier

Ministre se défend et il accuse à la fois.

Cette lettre contient beaucoup d'éléments vérifiables.

Pour permettre au public d'échapper à l'intoxication tous azimuts dont il est aujourd'hui

l'objet, nous présentons le texte intégral de la lettre, quitte à ce que le lecteur vérifie lui-même si les accusations contre MUKASI et les moyens de défense de KAN- YENKIKO sont vrais ou faux.

Suite à la page 7